



**P.18 Pologne, à droite, toute !**  
Après les populistes, la Ligue des Familles rejoint aussi le cabinet Marcinkiewicz. Malaise. PHOTO AP.

Rwanda / « Le Soir » a retrouvé un témoin capital de l'assassinat de Habyarimana

## « J'ai vu partir trois missiles »



LE 6 AVRIL 1994 À 20 H 26, l'avion du président Habyarimana était abattu. Quelques minutes plus tard, les tueries commençaient... PHOTO BRENNAN LINSLEY/AP.

### LE CONTRÔLEUR AÉRIEN qui guida l'avion du président devait être le seul à connaître l'heure de l'atterrissage du Falcon

KIGALI  
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Que s'est-il passé dans la tour de contrôle de l'aéroport de Kanombe, le mardi 6 avril 1994 aux alentours de 20 heures, alors que l'avion ramenant au Rwanda le président Habyarimana et son collègue du Burundi revenait de Dar es-Salaam ? C'est à 20 h 26 que le Falcon, touché de plein fouet alors qu'il achevait sa descente, s'est écrasé comme une boule de feu dans les jardins mêmes de la présidence. Cet attentat est généralement présenté comme l'élément déclencheur du génocide rwandais : les tueries commencèrent dans les minutes qui suivirent.

Depuis douze ans, en l'absence de toute enquête internationale fiable, toutes les spéculations se sont croisées à propos des responsables de cet attentat, attribué par les uns aux extrémistes hutus, peut-être assistés par des mercenaires étrangers, et par les autres, aux rebelles du Front pa-

triotique rwandais de l'actuel président Paul Kagame.

Patrice Munyaneza ne s'était pas encore exprimé publiquement sur le sujet. Diplômé en études de navigation, il travaillait au moment des faits à la tour de contrôle, avec le titre de contrôleur d'approche.

« Dans la soirée du 6 avril, j'assurais le service de nuit, de 18 h 30 à 7 heures du matin. Je savais que le président assistait à une réunion à Dar es-Salaam et vers 20 heures, alors que l'appareil avait déjà décollé, le pilote prit contact avec la tour de contrôle pour m'annoncer le retour de l'appareil présidentiel. Il avait identifié l'appareil sous son nom familier, « November November » puisque son code était 9XRNN. Sans que je lui demande, le pilote me précisa que le président du Burundi se trouvait à bord et il me demanda d'avertir Bujumbura car l'avion, après Kigali, allait immédiatement repartir pour ramener le chef de l'Etat du Burundi. » Cette version du

contrôleur aérien dément certaines hypothèses suivant lesquelles le président du Burundi, un Hutu, aurait pu être spécifiquement visé, la tour de contrôle ayant demandé à plusieurs reprises si Cyprien Ntaryamira se serait trouvé à bord.

Munyaneza poursuit : « A 20 h 26 exactement, alors que je voyais les lumières rouges de l'avion, je me préparais à donner l'autorisation d'atterrir. Mon as-

**« A 20 h 26, alors que je voyais les lumières rouges de l'avion, je me préparais à donner l'autorisation d'atterrir »**

sistant à la tour de contrôle a éteint les lumières pour que l'appareil ne soit pas ébloui par les projecteurs. C'est à ce moment que j'ai vu le départ de trois missiles, tirés depuis la zone de Masaka. Le premier est passé en dessous de l'avion, le troisième est passé au-dessus, mais le deuxième l'a heurté de plein fouet. L'appareil a été touché et je l'ai vu im-

diatement prendre feu. J'ai d'abord cru que l'avion était tombé tout au bout de la piste 28 - NDLR : celle qui était normalement empruntée par les avions venant de Tanzanie - et j'ai appelé les pompiers de l'aéroport pour qu'ils éteignent l'incendie. En réalité, l'avion était tombé au-delà de la clôture, dans le jardin de la présidence, mais cela je ne l'ai appris que plus tard. »

Depuis douze ans, il a souvent été dit que des Français ou des Belges appartenant à la Mission des Nations unies au Congo se trouvaient dans la tour de contrôle. Munyaneza dément catégoriquement ces assertions : « Lorsqu'à 18 heures, j'ai pris mon service, comme de coutume, je n'ai trouvé sur place que des Rwandais, membres de l'aviation civile. Les Belges se trouvaient à l'aérogare et les Français ne sont arrivés à la tour de contrôle que vers 22 heures, après la chute de l'avion. Et je n'ai eu que deux contacts avec le pilote. »

D'après toutes les reconstitu-

tions des faits effectuées depuis douze ans, il apparaît que les tireurs, embusqués à Masaka, ont réglé leur tir en fonction du moment d'atterrissage de l'appareil, afin de l'atteindre alors qu'il se trouvait à très basse altitude. Or Munyaneza assure qu'il était le seul à avoir réceptionné le message précisant le moment de l'arrivée de l'appareil. Le fonctionnaire précise cependant que « comme c'est la règle, j'avais transmis cette information au commandant de l'aéroport, Cyprien Sindano, qui était membre du CDR » - NDLR : Coalition pour la Défense de la République, parti extrémiste hutu qui n'avait pas signé les accords de paix.

Le contrôleur aérien précise aussi que « la fréquence de la tour de contrôle pouvait être captée par des personnes qui se seraient trouvées à proximité de l'aéroport, à condition qu'elles disposent de matériel d'écoute adéquat ». Cette précision fait penser à la présence, dans une maison proche de Kanombe, de trois coopérateurs français, le couple Didot et le gendarme Maier. A l'époque, ils étaient décrits comme des passionnés des écoutes radio et leurs corps furent re-

trouvés quelques jours plus tard par les Casques bleus belges, ensevelis dans le jardin de leur villa.

Le rôle de Munyaneza ne s'arrête pas au moment de la chute de l'avion présidentiel : « A ce moment-là, j'étais mort de peur. Un militaire de la garde présidentielle a sauté sur moi et a placé son revolver sur ma tempe. Le directeur de l'aviation civile, Stany Simbizi, est alors arrivé avec les militaires. Les hommes de la garde voulaient me tuer tout de suite, mais Simbizi s'est interposé car il voulait d'abord m'interroger. Alors qu'ils me rouaient de coups, les gardes se sont interrompus car un avion belge entamait son approche - NDLR : il s'agissait d'un appareil C130 qui venait apporter du matériel à la Force de l'ONU, la Minuar, et dont

**« Alors qu'ils me rouaient de coups, les gardes se sont interrompus car un avion belge entamait son approche »**

l'arrivée était prévue depuis le matin. L'un des gardes, furieux, m'a hurlé : "Dis à l'avion de ne pas se poser, sinon on lui tire dessus." J'ai alors transmis l'ordre de ne pas atterrir. Après avoir longuement tourné au-dessus de l'aéroport, le C130 belge est finalement reparti vers Nairobi. »

Durant plusieurs jours, Munyaneza demeura caché à l'aéroport, craignant de se rendre en ville où les tueries avaient commencé. Douze ans après le drame, il conclut : « Rien n'est arrivé par hasard, pour moi, tout était préparé d'avance et ceux qui ont tiré sur l'avion savaient ce que cet attentat allait provoquer. On sentait que les jours d'Habyarimana étaient comptés... »

Cette interprétation (qui désigne les extrémistes hutus comme les auteurs de l'attentat) nous a été confirmée par le colonel à la retraite Aloys Nsekaliye, un ami d'enfance du président défunt : « Habyarimana avait été lâché par ses proches, ils le considéraient comme un traître car il avait accepté d'appliquer les accords de partage du pouvoir... » Et à Arusha, devant le TPIR, le colonel Bagosora, considéré comme le « cerveau du génocide », a confirmé qu'il avait bien demandé les factures de missiles de type Mistral, mais en ajoutant que c'était uniquement à titre d'information... ■ COLETTE BRAECKMAN

BREF

#### EN DEUX MOTS

**Proche-Orient.** Quatre Palestiniens ont été tués vendredi dans un raid aérien israélien contre un camp d'entraînement à Gaza des Comités de la résistance populaire, un groupe armé palestinien. (afp)

**Afghanistan.** Deux soldats italiens ont été tués et quatre autres blessés vendredi par l'explosion d'une bombe au passage de leur patrouille au sud de Kaboul. (ap)

**Somalie.** Des chefs de milice de Mogadiscio soutenus par les Etats-Unis ont lancé une traque pour capturer ou liquider des extrémistes musulmans ayant trouvé refuge dans le pays. (afp)

Etats-Unis / Nouveau départ au sein de l'administration Bush

## Porter Goss quitte la CIA

Le directeur de la CIA, Porter Goss, a démissionné vendredi. C'est le dernier remaniement en date au sein de l'administration Bush, partiellement renouvelée ces derniers jours.

Le président Bush a annoncé le départ du chef de l'Agence centrale de renseignement américaine lors d'une allocution à la Maison Blanche, en présence de Porter Goss dont il a salué le travail. Il n'a pas annoncé dans l'immédiat le nom de son successeur.

George Bush n'a pas expliqué les raisons de ce départ, mais dès

sa nomination en septembre 2004, Porter Goss, 67 ans, avait fait l'objet de vives critiques au sein de la CIA. Au fil des semaines et des mois, nombre de responsables de l'agence, en conflit ouvert avec les conseillers de Goss, jugés trop politiques, ont préféré démissionner, parfois après des décennies d'ancienneté dans la maison. En septembre 2005, c'est le numéro deux des services secrets, Robert Richer, qui avait ainsi jeté l'éponge.

Jane Harman, membre démocrate de la Commission parle-



PORTER GOSS ne sera resté que deux ans à la tête de la CIA. PHOTO DENNIS COOK/AP.

mentaire du renseignement, soulignait récemment que la CIA était « en chute libre ». L'agence a aussi été mise en cause pour les fuites d'information dans les médias, en particulier sur la guerre en Irak et la lutte contre le terrorisme.

La démission de M. Goss s'inscrit dans le cadre d'un vaste remaniement de l'équipe Bush. A quelques mois des élections législatives de novembre, le président, au plus bas dans les sondages, tente de reprendre la main pour sauver sa présidence. (ap) ■

BREF

#### DARFOUR La principale faction rebelle signe l'accord de paix

La principale faction des rebelles soudanaises du Darfour a accepté de signer un accord de paix avec le gouvernement soudanais de Khartoum après d'intenses pressions internationales, notamment américaines. Le Mouvement/armée de libération du Soudan (SLM), dirigé par Minni Minnawi, a accepté de ratifier l'accord proposé par la médiation de l'Union Africaine. En revanche, un groupuscule moins important, le Mouvement pour l'égalité et la justice, a jusqu'ici réitéré son refus de signer le texte. (afp)